



HAL
open science

L'agriculture familiale mise sous normes : jusqu'où les producteurs d'ananas du Costa Rica pourront-ils relever le défi ?

Guy Faure, Sendy Veearabadren, Henri Hocdé

► To cite this version:

Guy Faure, Sendy Veearabadren, Henri Hocdé. L'agriculture familiale mise sous normes : jusqu'où les producteurs d'ananas du Costa Rica pourront-ils relever le défi ?. Les institutions du développement durable des agricultures du Sud, Nov 2005, Montpellier, France. pp.17. cirad-00166273

HAL Id: cirad-00166273

<https://hal.science/cirad-00166273>

Submitted on 2 Aug 2007

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Les institutions du développement durable des agricultures du Sud

Journées de Montpellier : 7-8-9 novembre 2005

L'agriculture familiale mise sous normes : jusqu'où les producteurs d'ananas du Costa Rica pourront-ils relever le défi ?

Family Agriculture under Norms System : Can the pineapple Farmers in Costa Rica Face the Challenge?

Guy Faure : CIRAD-TERA, Sendy Veerabadren : CNEARC, Henri Hocdé : CIRAD-TERA

RESUME

Les exigences du marché s'accroissent progressivement avec la mise en place de systèmes de normes et de certification destinés à garantir la santé du consommateur, le droit des travailleurs, et limiter les impacts négatifs sur l'environnement. La production d'ananas dans le Nord du Costa Rica est plus particulièrement concernée par la loi américaine sur le bio-terrorisme et les normes EurepGap issues du secteur privé européen.

Ces évolutions impliquent des changements de certaines techniques agricoles, la tenue de registres, des surcoûts de production, et des mécanismes de commercialisation plus stricts. Une partie des producteurs d'ananas rencontre de graves difficultés pour réaliser les adaptations nécessaires. Les grandes entreprises agricoles se voient renforcées, les plus petites exploitations agricoles sont écartées, et les filières se raccourcissent.

SUMMARY

The market requirements gradually increase with the implementation of standards systems and certification to ensure the consumers' health, workers' rights, and to limit the negative impacts on the environment. The pineapple production in Costa Rica is mostly affected by the American law on bio terrorism and by the EurepGap norms derived from the European private sector.

These evolutions imply changes in agricultural techniques, book keepings, additional production costs, and stricter commercial mechanisms. One part of the pineapple farmers face severe difficulties to implement the changes requested. Large scale farmers are reinforced, small scale farmers are eliminated, and the supply chains become shorter.

MOTS CLES

Ananas, normes de production, exploitation agricole, filière, Costa Rica

Pineapple, Production Standards, Farming System, Supply Chain, Costa Rica

Un accroissement rapide des surfaces en ananas

Suite à une forte demande des marchés internationaux, la production d'ananas croît rapidement au Costa Rica. A la fin des années 90, la superficie plantée avoisinait les 10.000 ha, en 2004 elle approche les 25.000 ha (FAOstat 2005) dont 11.200 ha pour la seule région Huetar Norte regroupant environ 750 producteurs (MAG 2005). Comme le montre le tableau 1, la production est dominée par quelques grandes entreprises, généralement à capitaux étrangers. Les producteurs familiaux qui ont moins de 50 ha sont cependant bien présents dans la filière.

Tab 1 : répartition du nombre des plantations et des surfaces en ananas dans la région Huetar Norte en 2004.

| Taille des plantations (ha) | Nombre de plantations | | Superficie | |
|-----------------------------|-----------------------|----|------------|-----|
| | Nombre | % | Ha | % |
| 0-10 | 888 | 94 | 1.441 | 13 |
| 10 –50 | 28 | 3 | 551 | 5 |
| 50-100 | 8 | 1 | 602 | 5 |
| > 100 | 19 | 2 | 8.576 | 77 |
| Total | 943 | | 11 .170 | 100 |

Source : MAG 2005

Une variété, introduite au Costa Rica par la firme Del Monte, la MD-2, domine le marché et représente 94% des surfaces semées. Cependant les petits producteurs de moins de 10 ha sèment de 40% à la totalité de leurs surfaces en variétés plus anciennes (Montelirio et Champaka). Le marché national du frais et de l'industrie de transformation absorbe environ 20% de la production d'ananas, le reste partant pour l'exportation. L'ananas d'exportation, essentiellement de la variété MD-2, est destiné à 60% au marché des Etats-Unis et à 30% à celui de l'Europe (PROCOMER 2005)

Alors que les grandes exploitations familiales (plus de 10 ha) et les firmes vendent à l'export en frais et ne commercialisent au Costa Rica que les écarts de tri destinés aux industries nationales, les petits producteurs vendent sur différents marchés : industrie de transformation (jus, produits appertisés et déshydratés), fruits frais pour le marché national, et export en frais, dans cet ordre d'importance. Par exemple, Apropiña, association d'environ 200 petits producteurs d'ananas, place, en 2003, près de 80 % de la production de ses adhérents à des industries de transformation et 20 % à l'export en frais (Veerabadren 2005).

Des normes qui définissent un nouveau contexte pour la production

Les différents objectifs des normes

Les systèmes de normes sont l'expression d'un besoin des consommateurs, surtout des pays du nord, pour obtenir des fruits sains et pour s'assurer, de plus en plus, que le processus de production intègre un souci de préservation de l'environnement et de protection des travailleurs. Mais elles sont également des éléments des stratégies des pays importateurs pour ériger des barrières non-tarifaires et des grandes chaînes de distribution pour promouvoir une différenciation de leurs produits et limiter leurs responsabilités en cas de problèmes sanitaires.

Les systèmes de normes prennent des formes différentes. Ils relèvent d'accords internationaux comme celui de Marrakech (1994) définissant la mise en œuvre du concept de Bonnes Pratiques Agricoles, de lois gouvernementales établissant des règlements sanitaires, d'initiatives privées destinées à promouvoir des signes de qualité et des protocoles de certification des processus production et transformation des produits. Ces systèmes de normes ne sont pas complètement nouveaux mais sont devenus de plus en plus présents et contraignants.

Au Costa Rica, l'ananas, en tant que produit frais d'exportation, est particulièrement concerné par les règlements nationaux des pays importateurs fixant les Limites Maximales de Résidus et depuis peu par la loi sur le bio-terrorisme promulguée par les Etats-Unis et par le protocole EurepGap¹ promu par des chaînes de la grande distribution européenne. L'article vise à étudier l'impact de ces nouveaux systèmes de normes sur les exploitations productrices d'ananas au nord du Costa Rica, dans la mesure où elles sont des obligations pour exporter vers ces destinations. Mais il existe d'autres systèmes de normes qui sont facultatifs et qui concernent plutôt les grandes exploitations et les firmes productrices d'ananas (les systèmes ISO 9000 et ISO 14000, Forest Alliance,...). Le Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage définit et promeut le concept de Bonnes Pratiques Agricoles (MAG 2001) qui fixe un cadre rigide pour la conduite des productions.

La loi sur le bioterrorisme

La loi sur le bioterrorisme promulguée en 2002 a pour objectifs officiels de prémunir les Etats-Unis d'une attaque à base d'agents biologiques. Pour ce faire, des dispositions sont mises en place pour assurer la traçabilité des produits importés (aliments frais et transformés) et vérifier leur innocuité. L'entreprise du pays exportateur doit se faire enregistrer aux Etats-Unis auprès de la FDA² en décrivant son activité et sa structure, se faire représenter aux Etats-Unis de manière permanente, envoyer une information préalable à chaque exportation (contenu, origine, itinéraire de convoyage, date et lieu d'entrée aux USA,...), garantir la tenue et la conservation de registres pour permettre de retrouver l'origine du produit. En cas de doute, la FDA peut procéder à une détention administrative de la marchandise et à des analyses aux Etats-Unis. En cas de résultats

¹ Euro-Retailer Produce Working Group- Good Agriculture Practices

² Food and Drug Administration

positifs (traces de produits toxiques ou agents bactériologiques), elle peut exiger l'envoi des registres sous 48 heures et en absence de preuves contraires de la part de l'exportateur le produit peut-être retenu et/ou détruit.

Si le producteur n'est pas tenu légalement de produire des documents sur la conduite des cultures ou du troupeau, il est présumé que celui-ci fournisse les informations adéquates à l'exportateur, se conforme aux « bonnes pratiques agricoles » et pour le moins n'emploie que des intrants autorisés dans son pays et aux Etats-Unis. En cas de suspicion de la part de la FDA, le non respect de l'ensemble des règles peut entraîner une action en justice des Etats-Unis contre l'exportateur pour lutter contre le terrorisme.

La loi de bioterrorisme est entrée en vigueur et les acteurs du secteur agricole du Costa Rica adaptent progressivement leur système de production et d'approvisionnement, en particulier en établissant un système de traçabilité. Toutes les firmes exportatrices d'ananas, les industries transformatrices et les grandes entreprises productrices de la région Huetar Norte sont déjà enregistrées aux Etats-Unis

Les normes EurepGap

EurepGap est un programme privé créé par 24 chaînes de distribution de grandes et moyennes surfaces en Europe (Angleterre, Pays Bas, Allemagne, Suisse,...). Il certifie des produits agricoles, incluant les fruits et légumes frais, afin de « respecter la sécurité des aliments, le bien-être des animaux, la protection de l'environnement et le bien-être des travailleurs » (EurepGap 2004). Les exploitations qui souhaitent vendre à ces distributeurs, doivent se faire certifier par une société indépendante. Elles doivent répondre à une liste de 210 points de contrôle : un taux de conformité de 100% est requis pour 47 points, de 95 % pour 98 autres, des recommandations sont fournies pour les autres points.

Les aspects les plus importants concernent le système de traçabilité et d'enregistrements des données, l'historique et gestion des sites de production, le bon usage des engrais, la qualité des eaux d'irrigation, le choix, date et dose d'application des produits chimiques avant et après récolte, le contrôle des résidus phytosanitaires, le stockage des intrants chimiques, la gestion des emballages, les procédures d'hygiène pour la manipulation des récoltes pour limiter la pollution, garantir la santé, sécurité et protection sociale des ouvriers.

L'accomplissement des exigences émanant des normes EurepGap nécessite : (i) un niveau d'infrastructure important (local phytosanitaire, aire de préparation des mélanges des produits phytosanitaires, aire de lavage des pulvérisateurs, installation sanitaire pour les employés,...), (ii) des formations dans divers domaines (utilisation des produits phytosanitaires, protection intégrée des cultures,...), (iii) la mise en place d'un système rigoureux d'enregistrement des opérations culturales, (iv) une mise en conformité avec les législations nationales en matière de droit du travail et protection de l'environnement, et (v) des coûts de certification initiale et pour son renouvellement annuel.

Sur le marché européen de l'ananas la norme EurepGap s'impose progressivement. Dans la région Huetar Norte, toutes les firmes privées et une grande partie des grandes exploitations de plus de 10 ha possèdent déjà la certification EurepGap ou sont en cours d'acquisition. Parmi les

petits producteurs, moins de 50 la possèdent à travers leur organisation de producteurs ou en s'appuyant sur une relation privilégiée avec une firme privée exportatrice. Les Etats-Unis pourraient prochainement s'inspirer de ce système de certification et avoir le même niveau d'exigence auprès de ses fournisseurs.

Les difficultés liées à la mise en place des normes

La mise en œuvre de ces systèmes de normes impliquent des changements importants au niveau des exploitations agricoles mais également de la filière ananas.

Un changement de techniques de production

Le fait le plus évident concerne les changements techniques imposés par les systèmes de normes. En matière d'utilisation des produits phytosanitaires, la loi sur le bio-terrorisme et le système de normes EurepGap relayent les législations particulières des pays exportateurs et des pays importateurs. Si ces mesures ont le mérite d'éliminer des produits toxiques, elles peuvent générer des difficultés importantes : certains produits autorisés au Costa Rica, non homologués en Europe ou aux Etats-Unis pour l'ananas, n'ont pas de substitut efficace disponible dans le pays. Cependant, cette contrainte n'est pas encore ressentie fortement par les producteurs, dans la mesure où les contrôles des pays importateurs ne sont pas encore très stricts des denrées agricoles considérées comme secondaires.

Le système de normes EurepGap est exigeant en ce qui concerne la production. Il implique, par exemple, d'installer des haies ou barrières pour empêcher la divagation des animaux pouvant contaminer par leurs déjections les cultures³. Il impose de prévoir et de prouver par des analyses, l'utilisation d'une eau non polluée pour les traitements phytosanitaires et le lavage des fruits, ce qui peut être fort compliqué quand le producteur ne dispose pas d'un puit ou d'un accès au réseau d'eau potable. Il recommande également la gestion des rotations et la fertilité des terres, même si ces thèmes n'incluent guère de « points obligatoires».

La traçabilité et le respect des législations nationales

Les mécanismes de contrôle qu'exigent la loi sur le bio-terrorisme et le système EurepGap préoccupent plus les producteurs que leurs implications sur le plan des techniques de production. La traçabilité leur demande un changement radical dans les habitudes de travail. Chaque parcelle doit être identifiée, chaque opération utilisant des intrants doit être reportée. L'association de producteurs Aproale installée dans la région Huetar Norte a mis en place un jeu de 14 fiches différentes pour le suivi du stockage et de l'épandage des produits phytosanitaires et des engrais sur ananas. La mise en place de ces registres nécessite un effort important de formation des producteurs.

Dans le cadre de EurepGap la personne qui effectue les traitements doit avoir reçu une formation adéquate, les conseillers doivent prouver leurs compétences, les registres d'utilisation des intrants

³ Dans le cas de la mangue, la pratique de la pâture des bovins dans les vergers, permettant de contrôler l'enherbement et d'améliorer la fertilité des terres, est interdite dans le cadre de la certification EurepGap.

doivent être visés par un technicien agréé. A l'heure actuelle, l'association Apropiña qui a pour objectif d'obtenir une certification EurepGap pour certains de ses membres, estime que seulement 20% d'entre eux tiennent au moins un registre alors que le Costa Rica est un pays où plus de 80% des adultes ont appris à lire et écrire à l'école. Dans de nombreux cas, il est donc nécessaire de prévoir le recrutement d'un technicien pour faciliter le bon remplissage des fiches. A terme, le remplissage des fiches pourrait cependant permettre d'aller au-delà de la fonction de contrôle et assurer une meilleure gestion des activités.

Un problème encore plus délicat est l'obligation de prouver le respect des droits sociaux des travailleurs en vigueur dans le pays en montrant, lors de l'inspection annuelle, les états de paiements. L'ananas est une culture qui demande beaucoup de main d'œuvre temporaire. Or celle-ci n'est généralement pas déclarée pour limiter les coûts de production et pour éviter toute une série de formalités administratives compliquées dans des centres éloignés des villages. Pour répondre à cette préoccupation, le principal syndicat national de petits producteurs, Upanacional, négocie actuellement avec le gouvernement des formalités simplifiées de déclaration des ouvriers agricoles temporaires.

L'augmentation des coûts de production et le financement de la mise aux normes

La certification EurepGap engendre des coûts importants pour réaliser les adaptations nécessaires au niveau de l'exploitation. Apropiña estime que le coût de mise en conformité des installations d'une exploitation entre 1 et 5 ha, varie entre 2.300 et 2.500\$, incluant la construction du local phytosanitaire, des installations sanitaires, des clôtures des parcelles, des équipements de protection, et des signalisations obligatoires (Veerabadren 2005).

A ces coûts s'ajoute celui de la certification qui peut-être individuelle ou collective, cette dernière impliquant la mise en place de système de contrôle interne au sein de l'organisation de producteurs. Les frais de consulting pour préparer la certification puis la certification elle-même ont été évalués à près de 700\$/producteur dans le cadre d'Apropiña pour une certification collective concernant 25 membres (Veerabadren 2005). Le renouvellement annuel de la certification atteint la moitié de cette somme. Ces coûts de certification collective peuvent être encore plus élevés, notamment quand l'appui technique provient exclusivement de bureaux privés. Ainsi l'association Asofrul qui regroupe des producteurs cultivant entre 1 et 20 ha de manguiers, exporte des mangues avec la certification EurepGap. Elle dépense 30.000\$/an pour 35 membres pour la préparation puis la réalisation du renouvellement annuel de la certification EurepGap (communication personnelle 2005). La certification individuelle, plus simple à gérer, est cependant plus coûteuse : hors frais de mise aux normes et de préparation, elle s'élève à 1.500\$ la première année et à 500\$ les années suivantes.

Les coûts de certification ne sont que peu proportionnels avec la taille de l'exploitation. Une simulation des résultats économiques montre que les petits producteurs de moins de un hectare ne peuvent pas y faire face sans appuis financiers extérieurs.

Tab 2 : Simulation de résultats techniques et économiques des exploitations productrices d'ananas et importance des coûts de certification EurepGap.

| | Exploitation (superficie en ananas, en ha) | | | | |
|--|--|-------|-------|--------|---------|
| | 0,5 | 1 | 5 | 10 | 100 |
| Nb plants/ha | 30000 | 40000 | 50000 | 60000 | 60000 |
| Destination de la production | | | | | |
| % exportation | 25 | 25 | 40 | 70 | 80 |
| % industrie nationale | 35 | 35 | 30 | 15 | 15 |
| % marché frais local | 35 | 35 | 25 | 10 | 0 |
| % perte | 5 | 5 | 5 | 5 | 5 |
| Poids moyen ananas | 2,0 | 1,8 | 1,7 | 1,7 | 1,7 |
| Résultats par ha | | | | | |
| Charges/ha (\$) | 2800 | 3750 | 5000 | 12000 | 15000 |
| Produit brut/ha (\$) | 12300 | 14760 | 20400 | 32130 | 34170 |
| Marge brute/ha (\$) | 9500 | 11010 | 15400 | 20130 | 19170 |
| Résultat par exploitation | | | | | |
| Marge brute totale (\$) | 4750 | 11010 | 77000 | 201300 | 1917000 |
| Coût certification (\$) | 3000 | 3000 | 3000 | 6000 | 15000 |
| % coût certif /marge brute totale (\$) | 63 | 27 | 4 | 3 | 1 |

Les prix de l'ananas sont : exportation 0,4\$/kg, industrie nationale à 0,1\$/kg, marché frais local 0,2\$/kg

Source : S. Veerabadren 2005

L'accès à l'information et la formation

Pour faciliter les adaptations l'accès à l'information est crucial. Dans le cas de la loi sur le bioterrorisme les institutions publiques (MAG, CNP, PROCOMER,...) vont jusqu'à fournir un appui individualisé aux entreprises exportatrices et prennent en charge certains coûts liés aux formalités d'enregistrement aux Etats-Unis.

Dans le cas d'EurepGap, une information détaillée est fournie sur le site web de cette association. Les institutions publiques et certains organismes privés organisent régulièrement des réunions d'information mais elles ne touchent qu'une partie des producteurs, ceux qui sont membres d'une des 4 organisations de producteurs, représentant environ la moitié des 750 producteurs d'ananas recensés dans la région. Mais au-delà d'une information générale, les producteurs souhaitent un appui individualisé pour évaluer les changements nécessaires dans chacune des exploitations au regard des 210 points de contrôle. Faute de personnel les services publics de vulgarisation du pays ne peuvent satisfaire cette demande. Seuls les producteurs les plus grands peuvent financer une expertise privée (150\$/jour) et les affiliés les mieux insérés d'une organisation de producteurs peuvent disposer de techniciens formés dans ce domaine.

Les producteurs doivent également justifier de compétences en matière de manipulation d'intrants chimiques ce qui les oblige à suivre une série de 7 formations obligatoires dispensées par des techniciens agrés pour obtenir ainsi le certificat nécessaire. Les coûts de ces formations s'ajoutent donc à ceux de la certification si leurs organisations ne les prennent pas en charge. Par exemple, l'association Asoproagroin qui regroupe environ 120 producteurs, dont 30 ont déjà la

certification EurepGap et 60 sont en cours d'obtention, organise et finance les formations grâce à l'appui d'un financement issu de la coopération néerlandaise (Proagroin) et à des prestations de techniciens du MAG.

Les conséquences de la mise en place des normes

Le renforcement de l'importance des transnationales et des exploitations de nature capitaliste

Les entreprises de nature capitaliste, multinationales et costariciennes, jouent un rôle important dans l'essor de la production d'ananas chez les petits producteurs. Ce sont elles qui ont introduit au Costa Rica les variétés les plus courantes, dont la MD-2, et mis au point la plupart des techniques qui ont diffusé souvent à travers les employés agricoles. Elles ont contribué à renforcer tout un tissu d'entreprises de services, notamment dans la vente d'intrants et le transport terrestre. Dole et Chiquita de leur côté dominent le transport maritime et louent leurs services aux autres exportateurs. Enfin, elles continuent d'acheter aux petits producteurs d'ananas une partie de leur production pour compléter des commandes. Par exemple, la quasi totalité des fruits pour l'exportation d'Apropiña est commercialisée sous contrat par la société Banacol à capitaux colombiens. Celle de Apacona est vendue intégralement à Dole.

Toutes ces sociétés sont en conformité avec la loi sur le bio-terrorisme, ont un agent aux Etats-Unis qui les représente, disposent d'une certification EurepGap et souvent ont mis leurs installations aux normes ISO 9002, ISO 14001 et HACCP⁴. L'application de techniques de production uniformes sur l'ensemble des parcelles, le recrutement de quelques employés qualifiés et le faible coût de la certification en regard au chiffre d'affaire est un investissement faible qui leur permet de répondre relativement aisément aux exigences imposées par les systèmes de normes.

Mais le sens des normes est souvent détourné car répondre à des critères quantitatifs ne garantit pas une volonté de développer une démarche conforme aux objectifs visés par la certification. La certification environnementale ISO 14001 n'empêche pas les entreprises de production d'ananas d'employer des techniques très agressives pour le milieu naturel (suppression de tous les arbres, création de puissants réseaux de drainage provoquant des inondations fréquentes en aval, utilisation massive de pesticides contaminant les eaux et multiplication des passages d'outils agricoles pour la préparation du sol comme pour la fertilisation et traitements phytosanitaires...). Ces impacts environnementaux préoccupent de plus en plus certaines autorités comme le Minae⁵ qui veut contrôler l'activité de ce secteur à travers la mise en application de la loi sur les sols, et de certaines organisations paysannes qui souhaiteraient restreindre les achats de terre par les sociétés étrangères.

De même les sociétés contournent parfois le respect du code du travail en transférant sur des sociétés nationales la responsabilité de l'application de cette norme exigée par EurepGap. Elles passent des contrats légaux avec des sociétés nationales pour la réalisation de travaux agricoles et celles-ci recrutent une main d'œuvre généralement immigrée, souvent illégale, régulièrement

⁴ Hazard Analysis Critical Control Point

⁵ Ministerio de Ambiente y Energia)

payée en dessous des minimaux légaux. Mais la pression de entreprises de certification et les inspections fréquentes des services publiques limitent de plus en plus cette pratique.

Le renforcement de l'importance des gros et moyens producteurs

Les gros et moyens producteurs peuvent faire face aux défis de la certification. Comme le montre le tableau 2, dès lors qu'ils cultivent plus de 5 ha d'ananas, le coût de la mise aux normes et de la certification représente moins de 5% de la marge brute de l'exploitation liée à la culture de l'ananas. Ces producteurs n'exportent pas directement mais commercialisent avec des entreprises d'emballage et exportatrices, ou des entreprises productrices et exportatrices d'ananas désireuses de compléter leur propre production. Afin de réduire les coûts de transaction, faciliter la programmation des achats, et le contrôle de la qualité des produits, ces entreprises préfèrent travailler avec un nombre réduit de producteurs qui ont une capacité significative de production, (généralement plus de 5 ha en ananas).

Elles mènent une politique de sélection puis de fidélisation de leurs producteurs et exigent de plus en plus une certification individuelle EurepGap pour respecter les requêtes des clients importateurs. En Europe, certains d'entre eux participent au financement de la mise en conformité des exploitations, sous forme de co-investissements ou de prêts, afin de pérenniser leur approvisionnement en termes de volume, qualité et respect des normes. Aucune de ces acheteurs ne fournit à l'heure actuelle d'autres services, du type assistance technique ou crédit, comme on peut l'observer par exemple dans le secteur fruits et légumes⁶.

Cette évolution est également perceptible au sein des organisations de petits et moyens producteurs. Ainsi sur les 120 membres qu'elle compte, Asoproagroin a réussi à obtenir la certification EurepGap pour seulement 30 d'entre eux, en prépare 60 autres, et estime que les autres ne pourront dans le futur que difficilement bénéficier de ses services. Apropiña a de son côté l'intention de faciliter l'accès à la certification de 25 de ses membres sur les 200 mais continuera à écouler les ananas des adhérents non certifiés sur le marché de la transformation.

Cette tendance vers une sélection des producteurs qui s'observe depuis longtemps dans le secteur de l'exportation (Balsevich et al. 2003) s'exacerbe donc avec la mise en place des systèmes de normes et de la loi sur le bioterrorisme.

La fragilisation des petits producteurs

Les petits producteurs éprouvent plus de difficultés pour s'adapter aux nouvelles demandes du marché. Une enquête réalisée auprès des producteurs d'Apropiña montre que 10% des membres (type 1) peuvent aisément faire face aux défis de la certification EurepGap et sont également souvent en relation directe avec d'autres exportateurs, 40% des membres (type 3) peuvent répondre aux exigences de la certification s'ils obtiennent des appuis notamment techniques pour mener à bien le processus de certification, 20% (type 4) ne peuvent pas prétendre à une certification EurepGap et seront probablement exclus du marché d'exportation vers l'Europe, et

⁶ La société HortiFruti, filiale d'approvisionnement d'une chaîne de supermarchés au Costa Rica, passent des contrats d'achats de produits frais avec 50 petites sociétés de conditionnements et 200 producteurs, et leur fournit des services dans les domaines du conseil, de la formation et du crédit (Alvarado et al. 2002)

30% (type 2 et 5) ne sont pas concernés par la certification car leurs ananas sont vendus sur le marché national.

Tab 3 : typologie des producteurs d'ananas d'Apropiña en fonction de leurs capacités à faire face aux nouvelles normes de production.

| | Type 1 | Type 2 | Type 3 | Type 4 | Type 5 |
|--|---|---|--|---|--|
| % des producteurs | 10 | 10 | 40 | 20 | 20 |
| Superficie (ha) | 10-20 | 10-15 | 5-10 | <1-5 | <1-5 |
| Système de production | Spécialisation en MD-2 Culture intensive | Spécialisation en variété locale Montelirio | Majorité MD-2 Autres variétés Manioc | Un peu de MD2 Autres variétés Manioc Elevage | Pas de MD-2 Manioc Plantain Elevage |
| Marges de manœuvre | Fortes : Achat de matériel agricole, de terre, de force de travail | Fortes : Achat de matériel agricole, de terre, de force de travail | Moyenne : Diversification des risques, Investissements progressifs | Limitées : Vente de force de travail, Diversification des risques, Faibles possibilités d'investissement | Limitées : Vente de force de travail et de terre |
| Type de marché pour ananas | Exportation | National | Exportation National | Exportation National | National |
| Attitudes face aux normes et certification | Adaptent déjà leurs exploitations Pensent en termes d'avantages concurrentiels | Peu concernés | Très concernés Font les premiers pas mais cherchent des appuis. | Concernés Mais ne peuvent pas réaliser les adaptations exigées | Pas concernés |
| Tenue des registres | Oui | Non | Souvent | Non | Non |

Source : S. Veerabadren 2005

La mise en place d'un système de traçabilité accroît les difficultés pour les petites exploitations familiales, au-delà de la tenue des registres obligatoires. En effet, pour ce faire il est indispensable de séparer les lots d'ananas en fonction de leur provenance durant les phases de transport et de conditionnement. La collecte progressive de petites quantités au bord des champs par des camions qui mélangent les récoltes de différents producteurs est maintenant une pratique

interdite pour les produits exportés. De même, il devient de plus en plus difficile pour les unités d'emballage de traiter sur un même lieu des produits certifiés et des produits non certifiés, ces « flux croisés » entraînant des risques de mélange des récoltes et sont progressivement interdits. De même les containers qui partent à l'exportation doivent être remplis si possible par des produits qui ont la même origine. L'ensemble de ces exigences ou recommandations tendent à fragiliser la position des petits producteurs qu'ils aient ou non une certification, car elles accroissent les charges et complexifient considérablement la commercialisation.

Le raccourcissement et la concentration des filières

La mise en place de systèmes de contrôle de la qualité et de traçabilité des produits provoque progressivement des changements importants dans l'organisation de la filière ananas.

D'une part beaucoup de petites unités d'emballage ne remplissent pas les exigences pour l'exportation requises par les pays importateurs ou la législation costaricienne. La majorité d'entre elles ne pouvant pas financer les changements nécessaires, sont donc amenées à disparaître progressivement laissant la place à des unités plus importantes disposant de plus grandes capacités financières. Actuellement les unités d'emballage les plus performantes disposent déjà d'une certification ISO 9000.

D'autre part, pour mieux programmer leurs achats, garantir la qualité des produits, et circonscrire les responsabilités en cas de contaminations, les entreprises d'emballage sélectionnent un petit nombre de producteurs, entre 10 et 20, mettant en culture de grandes surfaces, entre 5 à 50 ha d'ananas. Les achats à des intermédiaires qui collectent les produits auprès de petits producteurs disparaissent, comme la vente de produits prêts à l'export à de gros exportateurs. La filière tend donc à se réduire avec la consolidation des grosses entreprises de conditionnement et d'exportation. Dans un certain nombre de cas, ces entreprises développent une capacité de production directe d'ananas pour accroître leur contrôle sur tous les maillons de la chaîne, sur le même modèle que les grandes entreprises multinationales.

Les usines de transformation des produits ne sont pas concernées par les normes EurepGap qui régissent les produits frais, mais doivent répondre aux exigences de la loi sur le bioterrorisme et à celles de leurs clients. Les plus grandes d'entre elles disposent déjà d'une certification ISO 9000 ou HACCP. Leur stratégie vise à renforcer progressivement les contrôles internes de qualité à travers des tests et analyses de résidus. Elles demandent en même temps aux producteurs de respecter un certain nombre de règles (utilisation adéquate des produits phytosanitaires, traçabilité,...) mais sans mettre en place jusqu'à présent les moyens nécessaires pour en vérifier la bonne exécution.

Les défis à relever face aux normes

La position contrastée des producteurs, des OP et des institutions

L'avènement des normes montre des positions contrastées des acteurs. Si une partie des petits producteurs n'a pas encore pris conscience de tous les changements qui leur sont imposés et du risque d'exclusion de l'activité qu'ils encourent, la majorité d'entre eux sont inquiets et recherchent des appuis auprès de leurs organisations et des institutions publiques pour se maintenir dans le secteur de l'exportation. Les moyens et gros producteurs affichent une attitude plus optimiste car ils pensent avoir la capacité financière et technique pour s'adapter au changement. Ils considèrent même que ces évolutions leur permettent d'exprimer leurs avantages comparatifs et de mieux se positionner face à la concurrence au Costa Rica ou hors du Costa Rica.

Les organisations de producteurs (Unicrese 2004) ont un discours positif affirmant que les normes permettent de garantir une meilleure qualité des produits pour les consommateurs, sont porteuses d'amélioration dans les techniques de production, et génèrent des changements positifs au sein des exploitations agricoles. Mais elles sont généralement soucieuses des évolutions en cours car elles sont à l'interface des demandes des exportateurs et des sollicitudes de leurs membres et mesurent toutes les difficultés techniques, financières et organisationnelles qu'impliquent la mise sous normes du processus de production et de commercialisation. Elles sont conscientes de la sélection progressive des producteurs qui est en cours. Les organisations paysannes constituent, au travers de l'action collective, un moyen important pour les petits producteurs de relever le défi des normes. Cependant cela implique que celles-ci se structurent et se professionnalisent en particulier en assurant la planification des récoltes de ses membres, la mise à disposition d'un appui technique et la construction d'un réseau stable de partenaires commerciaux.

Les institutions publiques considèrent que les systèmes des normes sont des obligations auxquelles il faut se conformer pour rester présent sur le marché et qu'avec ses infrastructures, sa population bien formée, et ses services d'appui à la production, le Costa Rica est en bonne position par rapport à beaucoup d'autres pays du Sud. De plus, la présence de nombreuses entreprises privées de production agricole, encouragée par une politique favorisant l'investissement étranger, garantit le potentiel d'exportation du pays. Ceci étant, le MAG met ses techniciens à former les agriculteurs à la mise en place de bonnes pratiques agricoles.

Une situation qui pourrait se durcir

A l'heure actuelle les normes EurepGap et la loi sur le bioterrorisme ne s'appliquent pas encore avec toute la rigueur prévue dans les textes. Les importateurs, membres d'EureGap, repoussent régulièrement l'échéance de mise en exécution complète des exigences du système de normes pour faciliter les changements nécessaires au niveau des producteurs. La loi sur le bio-terrorisme s'applique encore d'une manière souple et aucun cas de refus de containers ou de demande d'envoi des registres de suivi de la production et de la commercialisation, n'a encore été enregistrée à ce jour. Cependant un durcissement de la situation est prévisible. Quand l'offre

d'ananas deviendra progressivement excédentaire par rapport à la demande, les clients européens seront plus stricts et en position de sélectionner leurs fournisseurs. Aux Etats-Unis des initiatives visent à promouvoir le développement de systèmes de normes similaires à celui d'EurepGap.

Si les gros et moyens producteurs familiaux peuvent faire face à ce changement en mobilisant leurs ressources et les appuis existants dans le pays, les autres ne peuvent s'adapter qu'en renforçant leurs organisations pour accéder à l'information et à la formation, obtenir une certification collective, négocier des crédits pour financer les investissements, faciliter la commercialisation. Ces organisations peuvent également négocier des contrats avec les entreprises privées de production et exportation d'ananas. Il est également nécessaire de renforcer les services publics de vulgarisation pour qu'ils puissent dispenser les formations exigées et réaliser des pré-audits dans les exploitations pour préparer la certification. Ensuite, il est important de faciliter l'accès à des crédits pour la réalisation des investissements nécessaires et favoriser l'émergence de nouveaux bureaux privés d'appui (préparation des audits, audit interne,...) afin de réduire les coûts d'expertise.

En l'absence de mesures importantes d'accompagnement, le durcissement dans l'application des systèmes de normes entraînera une disparition de nombreux producteurs d'ananas destiné à l'exportation. Actuellement, sur les 750 producteurs de la région Huetar Norte, environ 700 ont moins de 5 ha et ont donc potentiellement besoin d'appuis significatifs pour négocier les changements nécessaires alors que seulement 300⁷ d'entre eux sont actuellement membres d'une organisation de producteurs. En reprenant les résultats de l'enquête menée avec Apropiña (Veerabadren 2005) et en l'extrapolant à l'ensemble de la région, on peut estimer que 70% des producteurs sont concernés par l'exportation, et que, sur l'ensemble des producteurs, 20 % (150) ne peuvent que très difficilement répondre aux nouvelles exigences, et 40% (300) ne peuvent réaliser les changements nécessaires que s'ils obtiennent des appuis extérieurs. Toutes choses égales par ailleurs, la disparition à terme de 300 producteurs est donc une prévision réaliste.

Conclusion

La mise en place de systèmes de normes et de traçabilité demande des changements importants au niveau des exploitations agricoles et des unités de transformation et commercialisation des produits. Les modifications exigées dans les pratiques agricoles sont importantes mais ne correspondent pas aux critères les plus difficiles à respecter. La traçabilité ou le respect du droit du travail peuvent générer des difficultés plus significatives. Les systèmes de normes élèvent les coûts de production, proportionnellement de manière beaucoup plus forte pour les petits producteurs. Ils fragilisent donc la position des exploitations les plus modestes, affectent que légèrement les grandes exploitations et les entreprises privées de production qui peuvent plus facilement répondre aux exigences posées par leurs clients. Ils provoquent un raccourcissement des filières en intégrant les secteurs (production, conditionnement et commercialisation), sélectionnent les producteurs aux plus fortes capacités productives et donc génère de l'exclusion sociale.

⁷ Les effectifs des producteurs au sein des organisations sont : Apropiña, 200 ; Coope San Juan, 35 ; Apacona, 30 ; Asoproagroin, 120

Les principes qui président à l'application de normes de production destinées à protéger la santé du consommateur et du travailleur, à minimiser les impacts négatifs sur l'environnement sont reconnus et acceptés. Par contre l'application des normes sans adaptation aux conditions locales, culturelles ou économiques, est plus problématique. Quel devenir pour les agriculteurs qui sont exclus faute d'avoir les moyens de les mettre en place ? Et pour ceux qui restent, comment la mise sous normes peut elle constituer une chance de développement ? sous quelles conditions ? De nouvelles modalités de coordination, déjà entamée, entre différentes catégories de producteurs doivent être imaginées, la concertation entre les divers segments de la filière accentuée. Il semble que dans le contexte national actuel, le sort des agriculteurs familiaux est, pour beaucoup, entre les mains de leurs organisations. Elles gagneraient à demander des appuis précis et ciblés de la puissance publique pour réaliser cette transition importante et à élaborer des propositions pour faire face aux défis auxquels elles sont confrontés.

Remerciements :

Les auteurs remercient le Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage du Costa Rica qui, dans le cadre de sa collaboration avec le CIRAD, a permis l'accès à de nombreuses informations.

Références bibliographiques

Alvarado I., Charmel K., (2002) *The rapid rise of supermarkets in Costa Rica : Impact on horticultural markets*, Development Policy Review, No 20, pp 473-485

Balsevich, F., Berdegue J.A., Flores L., Mainville D., Reardon T. (2003) *Supermarkets and Produce Quality and Safety Standards in Latin America*, American Journal of Agricultural Economics , 85 (5), December: 1147-1154.

Dirección Regional Huetar Norte (2005) *Censo Regional de Frutas y Raíces Tropicales*, Minsiterio de Agricultura y Ganadería, Costa Rica, 33p.

Estado de la Nación (1997) *Desafíos de la region Huetar Norte*, Estado de la Nación en Desarrollo Humano Sostenible, pp 245-294.

EurepGap (2004) Check-liste, fruits et légumes, versión janvier 04, www.eurep.org

FAOstat (2005) <http://apps.fao.org/faostat>

MAG (2001) *Guía de procedimientos, requisitos y especificaciones para la aplicación y certificación de buenas prácticas agrícolas en los procesos de producción de frutas y hortalizas frescas*, MAG, San José, 59 p.

PROCOMER (2005) <http://www.procomer.com>

UNICRESE (2004) *La agricultura familiar para nuestros hijos en la región Huetaar Norte desde de la perspectiva de las organizaciones de productores. Diagnostico, visión y propuesta : una contribución al desarrollo territorial*, Versión preliminar, Ciudad Quesada, 65p.

Veerabadren S. (2005) *Etude de l'impact des normes d'exportation EUREPGAP et Bio-terrorisme sur les systèmes de production et les stratégies mises en oeuvre par les petits producteurs de Pital*, Costa Rica; mémoire CNEARC, Montpellier, 151p.